

L'affaire A. Q. Khan, deux ans après

Bruno Tertrais

Maître de recherche

(23 novembre 2005)

Deux ans après les premières révélations publiques sur l'ampleur des trafics nucléaires pakistanais, il est utile de faire un bilan de l'affaire à la lumière de ce qu'il est désormais possible de reconstituer. Il s'agit, en fait, de « dé-simplifier » l'affaire A. Q. Khan.

C'est exagérer considérablement le rôle de M. Khan d'en faire le « père » de la Bombe pakistanaise, ou alors il faut rappeler que celle-ci a eu également une « mère », incarnée par Munir Ahmed Khan et la PAEC. L'histoire du programme nucléaire (et balistique) pakistanais entre 1976 et 2001 est celle d'une relation complexe de rivalités entre deux hommes et deux institutions, qui a donné naissance à deux formules d'armes différentes (ainsi qu'à deux filières de missiles balistiques). Pour poursuivre la métaphore, l'on pourrait dire que ce couple aux relations difficiles a eu deux filles – dont l'une a les yeux bridés, témoignage de l'importance de son héritage génétique chinois.

Abdul Qadeer Khan a exporté deux choses différentes : d'une part, du savoir-faire (y compris pour ce qui concerne la militarisation des charges), et, d'autre part, de la technologie (notamment celle de l'enrichissement de l'uranium par centrifugation). Ses clients ont été l'Iran, la Corée du Nord, la Libye, et sans doute au moins un autre. Le réseau de Khan comportait trois relais principaux : les Émirats arabes unis, la Malaisie et l'Afrique du Sud. A. Q. Khan n'a pas ouvert un « supermarché » de la technologie nucléaire, comme le dit Mohammed El-Baradei, mais une « maison d'import-export ».

Les motivations de Khan étaient complexes et évolutives, et ne peuvent être réduites à un seul facteur. La motivation première semble avoir été d'assurer la légitimité de son rôle dans l'édification de la force nucléaire pakistanaise ; en effet, les transferts réalisés étaient parfois la contrepartie directe ou indirecte d'importations en direction du Pakistan. Deuxième motivation, qui a pris davantage d'importance au fil du temps : l'enrichissement personnel. Enfin, troisième élément important, et

d'importance variable selon les hypothèses : la volonté plus ou moins diffuse de la part de Khan de voir d'autres pays musulmans accéder au nucléaire, non seulement par idéologie (Khan était connu pour ses sympathies islamistes) et dans une logique de « retour d'ascenseur » (le colonel Khadafi fut un grand bienfaiteur du Pakistan) mais aussi, à n'en pas douter, pour consolider encore un peu plus son propre ego.

La question essentielle est de savoir si les transferts réalisés relevaient d'une initiative personnelle ou d'une politique de l'État. Ici encore, la réponse n'est pas simple, mais l'on peut dire « un peu des deux, et avec des dosages différents selon les cas ».

Les transferts effectués par Khan recouvrent en effet plusieurs cas de figure différents.

L'échange de bons procédés avec la Corée du Nord (« nucléaire contre balistique ») a très probablement été effectué au vu et au su de l'ensemble des autorités pakistanaïses, y compris Mme Bhutto et M. Sharif. Aucun élément de solidarité islamique ici bien sûr, mais plutôt le besoin pour le Pakistan de garantir la continuité de la filière balistique à carburant liquide (missiles Ghauri).

La question des transferts vers l'Iran est beaucoup, beaucoup plus complexe. Il reste difficile de savoir quel était le degré d'implication des différents responsables pakistanaïses dans les décisions relatives au partage de la technologie nucléaire avec l'Iran. Mais le rôle central dans cette affaire du général Mirza Aslam Beg (adjoint, puis chef d'état-major de l'Armée de terre à partir d'août 1988) ne fait aucun doute. Il semble qu'il faille distinguer trois temps.

D'abord, une coopération limitée sans doute approuvée par le général Zia. La coopération entre les deux pays semble avoir commencé en 1987, avec la négociation à Dubai de la vente de schémas de centrifugeuses P-1, du diagramme schématique d'une usine d'enrichissement, et de pièces détachées pour une machine P-1. Zia avait semble-t-il autorisé l'établissement de la coopération entre les deux pays, mais ne souhaitait pas que les transferts vers l'Iran aillent trop loin. De son côté, Khan laissait apparemment entendre aux autorités militaires que les transferts avaient une importance limitée, car ils ne concernaient selon lui que des matériels obsolètes et usagés.

Dans un second temps, les deux parties auraient envisagé une coopération plus complète, sous l'influence du général Beg mais au vu et au su des autorités civiles. Il est possible que Khan ait pris une initiative personnelle et aurait été, ensuite seulement, encouragé dans son entreprise par Beg lors de l'accession de ce dernier au poste de chef de l'Armée de terre en août 1988. Beg a nié avoir approuvé ces transferts, mais a confirmé l'étendue des discussions entre Téhéran et Islamabad à l'époque. Selon lui, les contacts auraient été pris à l'initiative de l'Iran, et sans fermer la porte,

lui-même et Mme Bhutto renvoyaient constamment leurs interlocuteurs iraniens à l'autre partie.

Dans un troisième temps, les deux pays auraient entamé une coopération plus poussée, appuyée sur une convergence d'intérêts politiques. La coopération nucléaire pakistano-iranienne était parfaitement cohérente avec les choix stratégiques du général Beg. Ce dernier s'opposait en effet à la participation du Pakistan à l'opération contre l'Irak et souhaitait établir un véritable partenariat avec l'Iran pour se protéger des États-Unis. Plusieurs anciens membres du premier gouvernement de M. Sharif (novembre 1990-juillet 1993) ont confirmé, séparément, qu'en 1991, le général Beg s'efforçait de convaincre M. Sharif d'entreprendre une coopération nucléaire de grande ampleur avec l'Iran. Il est difficile de savoir ce qu'il est advenu exactement de ces projets. Ce qui est clair c'est que la coopération envisagée entre les deux pays ne concernait pas seulement le nucléaire mais aussi les armes conventionnelles et sans doute le pétrole. Dans le domaine nucléaire, rappelons que les transferts connus concernent notamment des schémas de centrifugeuses P-1 et P-2 ainsi que 500 centrifugeuses P-1 usagées en pièces détachées, livrées en 1994-1995. Des informations semblent également avoir été transmises à l'Iran pour la militarisation des charges. (On notera également la troublante similitude qui existe entre les plans du réacteur iranien d'Arak et le réacteur pakistanais de Khushab.) Il est en tout cas permis de croire que le second transfert avéré de technologie nucléaire du Pakistan vers l'Iran, sous le deuxième gouvernement de Mme Bhutto (octobre 1993-novembre 1996), a été réalisé avec la pleine connaissance des autorités civiles.

Il en va peut-être de même pour l'offre d'A. Q. Khan à l'Irak (les sources disponibles indiquent que le contact initial aurait été pris quelques semaines après l'invasion du Koweït), dans la mesure où – considérations financières mises à part – un tel geste était cohérent avec la prise de position du général Beg, hostile à la participation du Pakistan à la coalition de 1991.

Les transferts très importants vers la Libye soulèvent en revanche des interrogations pour l'avenir. En effet, il y a eu une réorganisation progressive et une réelle reprise en main du programme nucléaire qui s'étale entre 1998 et 2001, avec notamment la mise au pas des laboratoires, qui disposaient d'une très grande latitude d'action, et la restructuration en profondeur de la *Nuclear Command Authority*. A. Q. Khan avait ainsi été mis à la retraite d'office par le général Moucharraf dès mars 2001. Plusieurs explications existent quant aux motivations de cette décision. Des responsables de l'administration Bush affirment que c'était à la demande des États-Unis, inquiets des activités du réseau. Mais il est possible qu'elle ait été prise par Moucharraf de sa propre initiative. De nouvelles instructions quant aux déplacements à l'étranger de Khan avaient en effet été données, et Khan semble ne pas les avoir respectées. Enfin, habitué à une liberté de manœuvre quasiment totale, y compris sur le plan financier, il désapprouvait la consolidation de l'appareil décisionnel

du pays dans le domaine nucléaire décidée cette année-là. Quoi qu'il en soit, le fait est que les transferts vers la Libye ont été poursuivis après sa mise à la retraite. Il y a donc deux possibilités : soit Khan poursuivait ses activités après mars 2001, même en étant désormais surveillé ; soit d'autres personnalités disposaient des moyens ou de l'autorité nécessaires pour poursuivre les échanges. La première explication est sans doute la plus convaincante, car Khan avait sans doute persuadé les autorités pakistanaises de son rôle irremplaçable dans la gestion des importations de technologies nécessaires au programme pakistanais.

On ne sait pas encore tout de l'affaire Khan, et les Pakistanais préservent jalousement leurs informations, pour des raisons de principe (c'est-à-dire de souveraineté) mais aussi très certainement parce que faire toute la lumière sur cette affaire risquerait de faire apparaître des éléments embarrassants pour certains dirigeants en place.

Le risque de transferts délibérés par les autorités pakistanaises de technologies nucléaires paraît désormais très faible, y compris parce qu'il s'agit d'une « ligne rouge » américaine.

Mais il reste deux problèmes. D'abord, le réseau mis en place par Khan peut encore servir pour des importations pakistanaises (il n'est pas certain en effet que le pays soit dans une situation d'autosuffisance), et il peut être utilisé par d'autres pays. A. Q. Khan disait que ce qu'il avait ramené de plus précieux des Pays-Bas était son carnet d'adresses ; l'a-t-il gardé pour lui, ce n'est pas certain. Ensuite, une interrogation sur l'aptitude du système pakistanais à empêcher tout transfert d'expertise et de savoir-faire de la part de certains scientifiques ou ingénieurs. Certains précédents incitent au scepticisme. Toute la lumière n'a pas été faite sur les voyages en Afghanistan de Sultan Bashiruddin Mahmood et Chaudry Abdul Majid ni sur les liens avec Al-Qaeda de deux autres scientifiques pakistanais liés au programme nucléaire, Suleiman Asad et Muhamed Ali Mukhtar (envoyés en Birmanie fin 2001) pour échapper à la curiosité américaine.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur